

AMNESTY INTERNATIONAL **DÉCLARATION PUBLIQUE**

Index AI : MDE 15/2633/2015

AILRC-FR

9 octobre 2015

Israël et territoires palestiniens occupés. Aucune justification pour les attaques délibérées contre les civils ; les homicides illégaux commis par les forces israéliennes ; les châtiments collectifs infligés aux Palestiniens

Alors qu'une escalade de la violence se poursuit depuis le 1^{er} octobre 2015 dans les territoires palestiniens occupés et en Israël, Amnesty International condamne toutes les attaques délibérées contre des civils, y compris des civils israéliens dans les territoires occupés, et elle appelle toutes les parties à y mettre fin.

L'organisation dénonce également l'usage généralisé par les forces de sécurité israéliennes d'une force excessive contre les manifestants palestiniens dans toute la Cisjordanie occupée, ainsi que leur incapacité à protéger les Palestiniens d'une vague d'attaques menées par des colons. Elle demande aux autorités israéliennes de mettre un terme à l'usage excessif de la force et aux homicides illégaux de Palestiniens imputables aux forces de sécurité israéliennes ; de cesser les démolitions d'habitations à titre punitif ainsi que les autres formes de châtiments collectifs imposés aux Palestiniens, et de veiller à ce que les soldats israéliens, les policiers et les civils responsables d'attaques illégales contre des civils palestiniens dans les territoires occupés soient tenus de rendre compte de leurs actes.

Ces violations du droit international ne peuvent être justifiées au nom d'objectifs politiques ou de sécurité ni pour tout autre motif. La seule voie possible qui n'entraînera pas d'autres homicides illégaux est que toutes les parties respectent les droits humains et le droit international humanitaire, y compris dans toutes leurs actions en réponse à l'escalade actuelle de la violence. Dans le même temps, la communauté internationale doit se pencher sans délai sur la répression, la discrimination et la confiscation de terres inhérentes au projet israélien illégal de colonisation dans les territoires occupés, en commençant par insister pour qu'Israël mette fin à la construction de colonies et à leur expansion.

Quatre citoyens israéliens ont été tués depuis le 1^{er} octobre dans deux attaques distinctes menées par des Palestiniens et d'autres ont été blessés dans ces attentats, entre autres ; les deux attaques ayant provoqué la mort d'Israéliens ont été revendiquées par des groupes armés palestiniens. Les forces de sécurité israéliennes ont tué cinq Palestiniens

en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est ; au moins deux d'entre eux ont trouvé la mort dans des circonstances qui suscitent de vives inquiétudes quant à l'usage de la force meurtrière. Elles ont utilisé des balles réelles, des balles en caoutchouc et des armes à létalité réduite contre les Palestiniens dans toute la Cisjordanie, blessant plusieurs centaines de personnes. Cette intensification du recours à une force excessive par l'armée israélienne et les gardes-frontières allant de pair avec des arrestations massives, la fermeture de la vieille ville de Jérusalem et d'autres quartiers et villages palestiniens, les démolitions d'habitations à titre punitif, et l'incapacité des autorités israéliennes à empêcher une vague d'attaques de colons israéliens contre des Palestiniens, indique une augmentation des châtiments collectifs, entre autres violations des droits humains commises par les Israéliens, plutôt que des mesures proportionnées destinées à protéger les civils israéliens.

Cette déclaration qui ne prétend pas analyser toutes les violations commises depuis le 1^{er} octobre rend compte des principales catégories d'atteintes aux droits humains commises en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est, jusque dans la soirée du 8 octobre.

Les attaques palestiniennes contre des civils israéliens

Un certain nombre d'attaques qui ont pris pour cible, ou semblaient viser, des civils israéliens ont été perpétrées par des Palestiniens depuis le 1^{er} octobre. Les attaques délibérées contre des civils ne peuvent en aucun cas être justifiées. Selon les informations actuellement disponibles, la plupart de ces attaques semblent avoir été menées à l'initiative d'individus plutôt que sur ordre de groupes armés palestiniens. Toutefois le fait que des groupes armés palestiniens ont salué les auteurs de ces attaques et, dans un cas au moins, revendiqué la responsabilité d'une attaque ayant coûté la vie à des civils est source de préoccupation.

Dans la soirée du 1^{er} octobre 2015, des hommes armés palestiniens ont tué par balles deux civils israéliens – Eitam et Naama Henkin – qui circulaient en voiture sur une route entre les colonies israéliennes illégales d'Itamar et d'Elon Moreh, dans le district de Naplouse, en Cisjordanie occupée. Les quatre fils du couple, âgés de quatre mois à neuf ans, qui étaient dans la voiture avec leurs parents n'ont pas été blessés, mais ils étaient en état de choc et ont dû recevoir des soins. Les Brigades Abdel Qader al Hussein, un petit groupe armé affilié au Fatah, ont revendiqué ces homicides dans une déclaration, tandis que le Hamas et d'autres factions palestiniennes ont exprimé leur soutien à cette attaque sans en revendiquer la responsabilité. Le 5 octobre les autorités israéliennes ont annoncé l'arrestation de plusieurs Palestiniens de Naplouse qui, selon elles, étaient responsables de cette attaque, en les présentant comme une « cellule du Hamas » et en précisant qu'ils faisaient l'objet d'une enquête de l'Agence israélienne de sécurité (AIS). Un membre présumé de la cellule a été arrêté le 4 octobre par des membres infiltrés des forces israéliennes qui ont pris d'assaut un hôpital de Naplouse. Les agents de l'AIS qui mènent les interrogatoires torturent et maltraitent les détenus palestiniens en toute impunité depuis des années.

Dans la soirée du 3 octobre, Mohannad Halabi, un Palestinien de 19 ans originaire de Surda, non loin de Ramallah, en Cisjordanie occupée, a poignardé à mort Aharon Bennett, un soldat israélien de 22 ans qui n'était pas en service, et grièvement blessé son épouse

Adele. Le couple marchait dans la rue, dans la vieille ville de Jérusalem, avec ses deux jeunes enfants dont l'un a été légèrement blessé. Aharon Bennett était en civil au moment de l'attaque. Nahamia Lavi, un rabbin officier de réserve dans l'armée israélienne qui vivait dans un complexe de colons dans la vieille ville, a essayé d'intervenir ; il a également été poignardé et a succombé à ses blessures. La police israélienne a abattu Mohannad Halabi sur les lieux de l'attaque. Le Djihad islamique a salué l'attentat dans un communiqué sans en revendiquer la responsabilité. Le texte indiquait que Mohannad Halabi était un membre actif de la branche étudiante du Djihad islamique de son université, sans affirmer qu'il était actif au sein de la branche armée du mouvement.

Amnesty International a dénoncé à maintes reprises l'implantation de colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés comme constituant des violations de la Quatrième Convention de Genève. Toutefois le statut illégal des colonies israéliennes n'affecte pas le statut civil de ceux qui y vivent, y travaillent ou y étudient ; ces personnes ne perdent leur statut protégé de civils que si elles prennent directement part aux hostilités et pendant la durée de leur participation. Les réservistes de l'armée qui ne sont pas en service actif sont des civils et ont le droit à une protection à ce titre.

Dans le même temps, les actions israéliennes pour arrêter et traduire en justice les responsables de ces attaques doivent être conformes au droit international ; rien ne justifie les arrestations arbitraires ni le recours à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements au moment de l'arrestation ou pendant la détention.

Des civils israéliens ont été blessés à la suite d'autres attaques menées par des Palestiniens en Israël et dans les territoires palestiniens occupés. Citons, entre autres, des jets de pierres et de cocktails Molotov contre des véhicules israéliens ainsi qu'une série d'attaques au couteau dont sept ont été signalées pour les seules journées des 7 et 8 octobre. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a indiqué qu'au moins sept Israéliens, dont un bébé, avaient été blessés par des objets jetés contre des véhicules jusqu'au 5 octobre.

Citons parmi les attaques au couteau le cas d'un civil israélien poignardé et légèrement blessé le 7 octobre dans la ville de Petah Tikva, dans le centre d'Israël, par un Palestinien de 25 ans originaire d'al Dhahiriyya, à proximité d'Hébron, dans les territoires occupés, et qui a été arrêté par la police israélienne. Au moins deux civils israéliens ont été grièvement blessés dans deux des attaques au couteau perpétrées le 8 octobre : un étudiant d'une yeshiva âgé de 25 ans poignardé dans la partie supérieure du corps à un arrêt de tramway à Jérusalem-Est par un Palestinien de 19 ans originaire du camp de réfugiés de Shuafat qui a été arrêté par la police israélienne ; et un Israélien qui réside dans la colonie illégale de Kiryat Arba, à côté d'Hébron.

Les homicides illégaux commis par les forces israéliennes et l'usage généralisé d'une force excessive contre les Palestiniens

Depuis le 1^{er} octobre, l'armée et la police israéliennes ont répondu à des dizaines de manifestations spontanées de Palestiniens dans l'ensemble de la Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, en augmentant massivement leur recours à une force excessive qui atteignait déjà auparavant un niveau inacceptable. Même si des manifestants palestiniens

ont jeté des pierres et des bombes incendiaires en direction des forces de sécurité israéliennes lors de nombreuses manifestations, et selon certaines sources ont, dans des cas isolés, tiré sur des soldats israéliens, l'armée et la police israéliennes sont très protégées et elles doivent veiller à ce que l'usage de la force soit strictement nécessaire et proportionné dans tous les cas et les armes à feu ne doivent être utilisées qu'en cas de menace imminente de mort ou de blessure grave. Les forces de sécurité israéliennes ont tué au moins deux Palestiniens, dont un enfant, dans des circonstances indiquant que ces homicides étaient illégaux et qu'il s'agissait peut-être d'exécutions extrajudiciaires ; elles ont eu massivement recours à une force excessive, notamment en tirant de manière intensive à balles réelles contre des personnes qui ne représentaient pas une menace imminente de mort ou de blessure grave.

Fadi Alloun, 19 ans, originaire d'Issawiyya, un quartier de Jérusalem-Est, a été abattu par la police israélienne le matin du 4 octobre non loin de la vieille ville de Jérusalem dans des circonstances laissant à penser qu'il a été victime d'une exécution extrajudiciaire. Selon la police israélienne, il avait tenté de poignarder un adolescent israélien âgé de 16 ans, le blessant légèrement, et il avait un couteau à la main quand il a été abattu. Toutefois une vidéo le montre pourchassé dans une rue de Jérusalem par un groupe de civils israéliens avant l'arrivée d'une patrouille de police, un policier tire ensuite sur la partie supérieure du corps de Fadi Alloun depuis une distance de quelques mètres sans essayer de l'arrêter.

Abd al Rahman Obeidallah, 13 ans, a été abattu le 5 octobre par un soldat israélien muni d'un fusil Ruger de calibre .22 dans le camp de réfugiés d'Aida, à Bethléhem. Il est mort à l'hôpital peu de temps après ; selon les médecins il a succombé à une blessure par balle au torse. Un garçon de 11 ans qui se tenait à côté de lui a été blessé par balle à la jambe au même moment. Des témoins ont affirmé aux chercheurs de Défense internationale des enfants (DEI)-Palestine que les deux garçons se trouvaient à 70 mètres environ des affrontements entre les forces de sécurité israéliennes et des jeunes Palestiniens. Une enquête initiale de l'armée israélienne a révélé que l'homicide était « involontaire » et que la cible du tir était un adulte qui se tenait à côté d'Abd al Rahman Obeidallah. L'organisation israélienne de défense des droits humains B'Tselem a fait observer que le fusil Ruger dispose d'une lunette de visée et que les faits se sont produits en plein jour et qu'au moins trois autres Palestiniens ont été tués et plusieurs dizaines d'autres blessés en Cisjordanie en 2015 par des membres des forces de sécurité israéliennes qui utilisaient des munitions de calibre .22. Elle a de nouveau appelé l'armée à ne plus utiliser ces munitions dans les opérations de contrôle des foules. L'homicide d'Abd al Rahman Obeidallah était illégal et il doit faire l'objet d'une enquête approfondie comme exécution extrajudiciaire probable.

Hudhayfa Suleiman, 18 ans, originaire du village de Balaa, dans le district de Tulkarem, en Cisjordanie, a été abattu par des soldats israéliens lors d'affrontements à un poste de contrôle à proximité de Tulkarem dans la soirée du 4 octobre. Selon le personnel médical, il a reçu une balle réelle dans la poitrine ; trois autres Palestiniens ont été blessés, dont l'un grièvement, par des tirs à balles réelles de soldats israéliens. Selon l'armée israélienne une manifestation violente s'était accompagnée de jets de pierres et de bombes incendiaires en direction des forces de sécurité et celles-ci avaient utilisé des moyens antiémeutes pour disperser la foule avant d'ouvrir le feu contre trois Palestiniens

qui jetaient des bombes incendiaires. L'armée n'a diffusé aucune information laissant à penser que la vie des soldats israéliens avait été menacée.

Dans la soirée du 8 octobre, des policiers israéliens ont abattu Wissam Faraj, 20 ans, dans le camp de réfugiés de Shuafat, à Jérusalem-Est, au cours d'affrontements avec des Palestiniens. Le personnel médical a déclaré que le jeune homme avait reçu une balle de calibre .22 dans le torse et que six autres Palestiniens avaient été blessés, certains grièvement, par des tirs à balles réelles, et plusieurs dizaines d'autres par des balles en caoutchouc. En septembre, le cabinet de sécurité israélien a approuvé l'utilisation par la police à Jérusalem du fusil Ruger tirant des balles de calibre .22, entre autres mesures présentées comme faisant partie de la « lutte contre les jets de pierres à Jérusalem ». Les détails des règles d'engagement régissant l'utilisation de munitions de calibre .22 par les forces de sécurité israéliennes à Jérusalem, et en Cisjordanie, n'ont pas été rendus publics. Au vu de leur expérience de recueil d'informations sur les homicides de Palestiniens par des membres des forces de sécurité israéliennes utilisant des munitions de calibre .22 en Cisjordanie, des groupes locaux de défense des droits humains ont exprimé leur profonde préoccupation à la suite de la décision du cabinet de sécurité en affirmant qu'autoriser la police israélienne à effectuer des tirs à balles réelles dans Jérusalem-Est occupée entraînerait les mêmes homicides illégaux.

Un membre d'une unité secrète israélienne a été filmé le 7 octobre alors qu'il tirait à bout portant sur la jambe d'un Palestinien non armé non loin de la colonie illégale de Beit El. Quatre soldats armés étaient en train d'interpeller cet homme, pourtant l'explication officielle de l'armée israélienne a été que le soldat avait tiré car il pensait que des vies étaient en danger. L'utilisation de la force meurtrière dans cette situation était manifestement injustifiée : bien que l'homme ait résisté, il n'était pas armé et il y avait un nombre suffisant de membres des forces de sécurité israéliennes sur place pour le maîtriser sans ouvrir le feu. L'homme a également été roué de coups par un groupe de soldats israéliens avant d'être maîtrisé.

Les forces de sécurité israéliennes ont également effectué des tirs à balles réelles et utilisé une force excessive au cours d'opérations de recherche et d'arrestation en Cisjordanie. C'est ainsi que, selon l'OCHA, le 4 octobre, lors d'une incursion dans le camp de réfugiés de Jenine pour procéder à des arrestations, les forces de sécurité israéliennes ont blessé 55 Palestiniens, dont 11 par des tirs à balles réelles ; elles ont également incendié une habitation qui a été considérablement endommagée.

Le Croissant-Rouge palestinien a déclaré que ses équipes avaient dispensé des soins d'urgence à 1 298 Palestiniens blessés par les forces de sécurité israéliennes dans toute la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, entre le 2 et le 7 octobre. Cette organisation a précisé que 75 des personnes soignées avaient été atteintes par des tirs à balles réelles, 344 par des balles en caoutchouc et que 20 avaient été frappées ; les autres avaient reçu du gaz lacrymogène. Le Croissant-Rouge palestinien n'étant pas la seule organisation qui dispense des soins d'urgence en Cisjordanie, ces chiffres ne reflètent pas le nombre total de victimes. Le ministère palestinien de la Santé a affirmé le 8 octobre que 165 Palestiniens blessés par des tirs à balles réelles et 375 par des balles en caoutchouc avaient été soignés dans ses hôpitaux depuis le 1^{er} octobre, et que 150 autres blessés par des balles réelles ou des balles en caoutchouc avaient été soignés à l'hôpital Al Maqassed

de Jérusalem. L'OCHA couvrant une autre période a signalé que 794 Palestiniens avaient été blessés par les forces de sécurité israéliennes en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est, entre le 29 septembre et le 5 octobre ; environ 10 % par des tirs à balles réelles et 35 % par des balles en caoutchouc, ce qui représentait une augmentation considérable par rapport à la période de référence précédente.

Amnesty International appelle les autorités israéliennes à rendre publiques les règles d'engagement pour la police et l'armée, y compris celles appliquées à Jérusalem-Est, qui sont actuellement en vigueur. Les autorités israéliennes doivent émettre sans délai des directives indiquant clairement que les membres de l'armée et de la police ne peuvent recourir aux tirs à balles réelles, y compris avec des munitions de calibre .22, que lorsque cela est absolument inévitable pour protéger des vies humaines contre un risque imminent de mort ou de blessure grave ; et que tout usage de la force doit être absolument nécessaire, strictement proportionnel à un objectif légitime et pleinement conforme aux normes internationales relatives aux droits humains. Vu le très grand nombre de décès et de blessures graves provoqués par des balles en caoutchouc, ces munitions ne doivent en aucun cas être considérées comme des armes à létalité réduite appropriées comme moyen de contrôle des foules. Les autorités israéliennes doivent diligenter sans délai des enquêtes indépendantes et impartiales sur tous les cas de Palestiniens tués ou grièvement blessés par les forces de sécurité israéliennes dans les territoires occupés, et lorsqu'il existe des preuves recevables suffisantes, engager des poursuites contre les responsables conformément aux normes internationales d'équité des procès.

Les attaques israéliennes contre des ambulances et des membres du personnel médical

Le Croissant-Rouge palestinien a signalé 30 attaques ou autres atteintes aux droits humains imputables à l'armée ou à la police israéliennes ou aux colons et commises contre ses ambulances et ses équipes médicales d'urgence entre le 2 et le 7 octobre, par exemple des retards importants et arbitraires aux postes de contrôle. Parmi ces violations des droits humains figuraient des tirs à balles réelles de membres des forces de sécurité israéliennes contre deux ambulances du Croissant-Rouge palestinien au poste de contrôle de Qalandia le 4 octobre, au moins deux cas de tirs de balles en caoutchouc ou de grenades lacrymogènes visant des ambulances ainsi que d'autres cas dans lesquels des ambulances qui transportaient des personnes grièvement blessées ont été considérablement retardées.

Les ambulances et les membres du personnel médical bénéficient d'une protection spéciale aux termes du droit international humanitaire qui s'applique aux territoires palestiniens occupés, et les attaques visant directement des ambulances ou des membres du personnel médical sont illégales. Le droit international humanitaire dispose que les parties à un conflit ne doivent pas entraver la fourniture de soins en empêchant le passage du personnel médical. Elles doivent faciliter l'accès aux blessés et aux malades et apporter l'assistance et la protection nécessaires au personnel médical.

Les démolitions de maisons, les restrictions arbitraires aux déplacements et les châtiments collectifs

Depuis le 1^{er} octobre, Israël a imposé de nouvelles restrictions arbitraires aux déplacements des Palestiniens en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est, et il a mis en œuvre d'autres mesures qui constituent un châtement collectif, à savoir les démolitions d'habitations à titre punitif et les arrestations massives.

Le 4 octobre, les autorités israéliennes ont interdit aux Palestiniens non résidents, hormis les commerçants et les élèves, l'entrée dans la vieille ville de Jérusalem pour une durée de deux jours, et elles ont également interdit aux hommes de moins de 50 ans de prier dans la mosquée Al Aqsa. L'interdiction d'accès à la vieille ville ne s'appliquait pas aux Israéliens ni aux touristes, et les autorités avaient imposé à plusieurs reprises ces dernières semaines des restrictions à l'accès des Palestiniens à l'esplanade de la mosquée Al Aqsa. L'entrée du quartier d'Issawiyya, à Jérusalem-Est, a été bloquée par les forces de sécurité israéliennes après l'homicide de Fadi Alloun. De nombreuses autres restrictions d'accès ont été signalées dans différents quartiers de Jérusalem-Est. Selon l'OCHA, les forces de sécurité israéliennes avaient également mis en place plus de 120 postes de contrôle temporaires en Cisjordanie à la date du 5 octobre, obligeant dans de nombreuses zones les véhicules palestiniens à attendre ou à faire de longs détours.

Le droit à la liberté de mouvement est garanti à l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP). Des restrictions limitées peuvent être imposées dans des circonstances exceptionnelles pour des raisons de sécurité légitimes. Elles doivent toutefois être prévues par la loi, nécessaires, strictement proportionnées et non discriminatoires. En tant que puissance occupante, Israël est également tenu de respecter la Quatrième Convention de Genève, et il lui est interdit d'imposer des mesures au nom de la sécurité – y compris des restrictions aux déplacements des Palestiniens dans les territoires occupés – qui sont arbitraires, discriminatoires ou constituent un châtement collectif.

Les forces de sécurité israéliennes ont repris les démolitions d'habitations à titre punitif – elles détruisent la maison familiale des Palestiniens auteurs d'attaques contre des Israéliens, une pratique approuvée par la Cour suprême israélienne – dans une nouvelle escalade des châtements collectifs. Le 6 octobre, les forces de sécurité israéliennes ont détruit deux habitations à Jabal al Mukabber et mis sous scellés une autre habitation à Abu Tur, deux quartiers de Jérusalem-Est. Selon l'organisation israélienne de défense des droits humains B'Tselem, 13 personnes, dont sept enfants, ont perdu leur logement. Le logement de Nadia Abu al Jamal, veuve de l'agresseur qui avait tué quatre fidèles dans une synagogue de Jérusalem et blessé d'autres personnes avant d'être tué par la police israélienne le 18 novembre 2014, a été détruit dans une explosion qui a également démoli un autre appartement dans le même immeuble. Le logement de Muhammad Jaabis, qui avait tué un civil israélien en l'écrasant avec un bulldozer en août 2014 et qui avait ensuite été tué par la police israélienne, a été détruit dans une explosion qui a rendu tout l'immeuble inhabitable et a endommagé des bâtiments voisins. Les forces de sécurité israéliennes ont placé sous scellés le domicile familial de Muataz Hijazi qui avait grièvement blessé un militant d'extrême droite israélien en octobre 2014. Les démolitions et la mise sous scellés de la maison de la famille Hijazi sont des châtements collectifs prohibés par la Quatrième Convention de Genève et qui ne peuvent en aucun cas être justifiés.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a prôné d'autres démolitions d'habitations à titre punitif et il a demandé le 5 octobre à la ministre de la Justice, Ayelet Shaked, de trouver un moyen de raccourcir la procédure judiciaire, ce qui fait craindre de nouvelles démolitions à titre punitif dans les jours ou les semaines à venir.

Les forces de sécurité israéliennes ont aussi procédé depuis le 1^{er} octobre à des arrestations massives en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est. Selon l'OCHA, 166 Palestiniens avaient été arrêtés par les forces de sécurité israéliennes à la date du 5 octobre. La *Palestinian Prisoners' Society* (PPS) a pour sa part affirmé le 6 octobre qu'au moins 320 personnes - dont environ la moitié étaient âgées de moins de 18 ans - avaient été arrêtées depuis le début du mois. Dans bien des cas, les forces de sécurité israéliennes ont eu recours à la violence contre les personnes interpellées ou ont arrêté des manifestants, entre autres, qui étaient déjà blessés.

Les violences exercées par des colons contre des Palestiniens

Depuis le 1^{er} octobre, les attaques menées par des Israéliens vivant dans des colonies illégales contre des civils palestiniens et leurs biens ont augmenté dans toute la Cisjordanie occupée. Les forces de sécurité israéliennes ont été incapables d'empêcher ces attaques ou de protéger les Palestiniens.

Yesh Din, une organisation israélienne de défense des droits humains, a indiqué le 5 octobre qu'elle avait recueilli plusieurs dizaines de plaintes à propos d'attaques menées par des colons, à savoir des jets de pierres contre des véhicules et des logements palestiniens ; le blocage de routes menant à des villages palestiniens, et au moins une tentative d'incendie volontaire. Yesh Din a précisé que, dans plusieurs cas, les attaques des colons avaient eu lieu en présence de membres des forces de sécurité israéliennes qui n'étaient pas intervenus. L'organisation palestinienne de défense des droits humains Al Haq a recensé 29 cas de violences exercées par des colons contre des Palestiniens entre le 28 septembre et le 4 octobre, notamment des jets de pierres, des coups, l'incendie de récoltes et des tirs d'armes à feu. Dans certains cas, les colons ont clairement dit que les attaques étaient perpétrées à titre de vengeance. C'est ainsi que le 2 octobre des colons ont incendié une voiture dans un village palestinien non loin de Ramallah et ont peint à l'aérosol « Vengeance pour Henkin » en hébreu sur le mur d'une maison.

Les forces de sécurité israéliennes doivent protéger les civils palestiniens et leurs biens contre les attaques des colons et mettre un terme à l'impunité dont bénéficient les auteurs de ces attaques en remédiant à l'incapacité systématique de diligenter des enquêtes sur ces faits.

AMNESTY INTERNATIONAL PUBLIC STATEMENT

Index: MDE 15/2633/2015

9 October 2015



Israel/OPT: No justification for deliberate attacks on civilians, unlawful killings by Israeli forces, or collective punishment of Palestinians

As a significant escalation in violence since 1 October 2015 in the Occupied Palestinian Territories (OPT) and in Israel continues, Amnesty International condemns all deliberate attacks on civilians, including Israeli civilians in the OPT, and calls on all sides to end such attacks. Amnesty International also condemns the widespread use of excessive force by Israeli forces against Palestinian demonstrators across the occupied West Bank, and their failure to protect Palestinians from a wave of settler attacks. The organization urges the Israeli authorities to halt the use of excessive force and unlawful killings of Palestinians by Israeli forces, end punitive home demolitions and other collective punishment of Palestinians, and ensure that Israeli troops, police and civilians responsible for unlawful attacks on Palestinian civilians in the OPT are held accountable.

These serious violations of international law cannot be justified in the name of achieving political goals or security or on any other grounds. The only way forward that will not lead to further unlawful killing is for all parties to respect human rights and international humanitarian law, including in all their actions in response to the current escalation. At the same time, the international community must urgently address the repression, discrimination and dispossession that are inherent in Israel's illegal settlement project in the OPT, beginning by insisting that Israel halts construction in and expansion of settlements.

Since 1 October, four Israeli citizens have been killed in two separate attacks by Palestinians, while others have been wounded in those and other attacks; both the attacks in which Israelis were killed were endorsed by Palestinian armed groups. Israeli forces have killed five Palestinians in the occupied West Bank, including East Jerusalem, at least two in circumstances raising serious concerns about the use of lethal force, and used live-fire, rubber-coated metal bullets and less-lethal weapons against Palestinians across the West Bank, injuring hundreds. This escalation in the use of excessive force by the Israeli army and Border Police, combined with widespread arrests, the closure of Jerusalem's Old City and other Palestinian neighborhoods and villages, punitive home demolitions, and the Israeli authorities' failure to prevent a wave of Israeli settler attacks on Palestinians, indicate an intensification of collective punishment and other Israeli violations, rather than proportionate measures to protect Israeli civilians.

This statement does not attempt to analyse all violations since 1 October, but covers key categories of violations in the occupied West Bank, including East Jerusalem, up to the evening of 8 October.

Palestinian attacks on Israeli civilians

Since 1 October, there have been a number of attacks by Palestinians that have targeted or appear to have targeted Israeli civilians. Deliberate attacks on civilians cannot be justified. Most of the attacks appear to have been initiated by individuals, rather than ordered by Palestinian armed groups, according to the information currently available.

However, the fact that Palestinian armed groups have praised the attacks and, in at least one case, claimed responsibility for a deadly attack on civilians is disturbing.

On the evening of 1 October 2015, Palestinian gunmen shot and killed two Israeli civilians, Eitam and Naama Henkin, in their car on a road between the illegal Israeli settlements of Itamar and Elon Moreh in the Nablus district of the occupied West Bank. Their four sons, aged between four months and nine years, who were with them in the car at the time, were physically unhurt but treated for shock. A small Fatah-affiliated armed group, the Abd al-Qader al-Husseini Brigades, claimed responsibility for the killing in a statement, while Hamas and other Palestinian factions voiced support without claiming responsibility. On 5 October, the Israeli authorities announced the arrest of several Palestinians from Nablus who they claimed were responsible for the attack, describing them as a " Hamas cell " and noting that they were being investigated by the Israel Security Agency (ISA); one alleged member of the cell was arrested by undercover Israeli forces who stormed a hospital in Nablus on 4 October. ISA interrogators have tortured and otherwise ill-treated Palestinian detainees for many years with impunity.

On the evening of 3 October, Mohammad Halabi, 19, a Palestinian from Surda, near Ramallah in the occupied West Bank, fatally stabbed Aharon Bennett, 22, an off-duty Israeli soldier, and seriously injured his wife Adele. The couple were walking with their two small children, one of whom was lightly injured in the attack, in the Old City of Jerusalem. Bennett was wearing civilian clothing at the time of the attack. Nahamia Lavi, a rabbi and reserve officer in the Israeli army who lives in a settler compound in the Old City, tried to intervene and was also stabbed and fatally wounded. Israeli police shot and killed Halabi at the scene of the incident. Islamic Jihad issued a statement praising the attack without claiming responsibility for it. The statement noted that Halabi was a member and active with Islamic Jihad's student group at his university, but did not claim that he had been active with Islamic Jihad's armed wing.

Amnesty International has repeatedly condemned the establishment of Israeli settlements in the OPT as violations of the Fourth Geneva Convention. However, the unlawful status of Israeli settlements does not affect the civilian status of those who live, work or study in them; these individuals only lose their protected status as civilians if and for such time as they take a direct part in hostilities. Army reservists who are not on active duty are civilians and entitled to protection as such.

At the same time, Israeli actions to apprehend and bring to justice those responsible for such attacks must comply with international law; there is no justification for arbitrary arrests, or for torture or other ill-treatment during arrest or detention.

Other attacks by Palestinians have wounded Israeli civilians in Israel and the OPT. These have included incidents of stone and Molotov cocktail throwing at Israeli vehicles, and a string of stabbing attacks, with seven such attacks reported on 7 and 8 October alone. The UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) reported that at least seven Israelis, including an infant, had been injured by objects thrown at vehicles through 5 October.

Stabbing incidents have included one in which an Israeli civilian was stabbed and moderately wounded on 7 October in the city of Petah Tikva, in central Israel, by a 25-year-old Palestinian man from al-Dhahiriyya, near Hebron in the OPT, who was arrested by Israeli police. On 8 October, at least two Israeli civilians were seriously wounded in two of several stabbing attacks: a 25-year-old yeshiva student who was stabbed in the upper body at a light rail stop in East Jerusalem by a 19-year-old Palestinian from Shu'afat refugee camp who was arrested by Israeli police; and an Israeli resident of the illegal settlement of Kiryat Arba, near Hebron.

Unlawful killings by Israeli forces and widespread use of excessive force against Palestinians

Since 1 October, Israeli military and police forces have responded to dozens of spontaneous Palestinian protests throughout the occupied West Bank, including East Jerusalem, by massively increasing their use of excessive force from what was already an unacceptable level. While Palestinian demonstrators have thrown rocks and firebombs towards Israeli forces in many demonstrations, and there are reports that Palestinians have shot at Israeli forces in isolated cases, Israeli military and police forces are heavily protected and must ensure that all use of force is strictly necessary and proportionate, and that firearms must only be used to protect against the imminent threat of death or serious injury. Israeli forces have killed at least two Palestinians, one of them a child, in circumstances indicating the killings were unlawful, and possibly extrajudicial executions, and used excessive force on a massive scale, including extensive use of live ammunition against people who were not posing an imminent threat of death or serious injury.

On the morning of 4 October, Fadi Alloun, 19, from Issawiyya in East Jerusalem, was shot and killed by the Israeli police near Jerusalem's Old City, in what appears to have been an extrajudicial execution. Israeli police said that he tried to stab a 16-year-old Israeli boy who was lightly injured, and had a knife in his hand when he was shot. But video of the incident shows him being chased up a Jerusalem street by a group of Israeli civilians before an Israeli police patrol arrives, after which a policeman shoots Alloun in the upper body from some metres away, without attempting to arrest him.

On 5 October, 13-year-old 'Abd al-Rahman Obeidallah was shot by an Israeli soldier armed with a .22 Ruger rifle in Aida Refugee Camp, Bethlehem, and died in the hospital shortly afterwards; doctors said he was killed by a gunshot wound to the chest. An 11-year-old boy standing next to him was shot in the leg at the same time; witnesses told researchers from Defense for Children International—Palestine that both boys were standing about 70m from clashes between Israeli forces and Palestinian youths. An initial probe by the Israeli military found that the killing was "unintentional" and that the target of the gunfire was an adult standing next to Obeidallah. Israeli human rights organization B'Tselem noted that the Ruger rifle has a telescopic sight and the incident took place in broad daylight, that at least three other Palestinians have been killed and dozens injured by Israeli forces using .22 ammunition in the West Bank during 2015, and again called for the military to cease using .22 ammunition as a means of crowd control. The killing of 'Abd al-Rahman Obeidallah was unlawful and should be effectively investigated as a possible extrajudicial execution.

Hudhayfa Suleiman, 18, from the village of Bala' in the Tulkarem district of the West Bank, was shot and killed by the Israeli military during clashes at a checkpoint near the city of Tulkarem late on 4 October. Medics reported that he was shot with live fire in the chest, and that three other Palestinians were wounded from live fire used by the Israeli military, one seriously. The Israeli military said that there had been a violent demonstration in which rocks and firebombs were thrown at Israeli forces, and that troops had used riot dispersal means before opening fire at three Palestinians who were throwing firebombs, but did not release information to suggest that the lives of Israeli troops had been in danger.

On the evening of 8 October, Israeli police forces shot and killed Wissam Farraj, 20, in Shu'afat refugee camp in East Jerusalem, during clashes there with Palestinians. Medics reported that he was shot with .22 ammunition in his chest, and that six other Palestinians were injured by live ammunition, some seriously, and dozens by rubber-coated metal bullets. In September, the Israeli security cabinet approved the use of the .22 Ruger rifle by police forces in Jerusalem, among other measures that it described as part of "the fight against rock throwing in Jerusalem". The details of the open fire regulations governing the use of .22 ammunition by Israeli forces in Jerusalem, as in the West Bank, have not been made public. Based on their experiences documenting the killings of Palestinians by Israeli forces using .22 ammunition in the West Bank, local human rights groups expressed serious concerns following the security cabinet's decision that allowing the Israeli police to use live ammunition in occupied East Jerusalem would lead to similar unlawful killings there.

A member of an undercover Israeli unit was filmed shooting an unarmed Palestinian in the leg at point blank range on 7 October near the illegal Israeli settlement of Beit El. The man was being arrested by four armed soldiers at the time, yet the Israeli military's official explanation was that the soldier fired his weapon because he felt that lives were in danger. The use of lethal force in this situation was plainly unjustified—although the man was struggling, he was unarmed and there were more than enough Israeli forces present to overpower him without the use of fire. The man was also severely beaten by a crowd of Israeli soldiers after he was overpowered.

Israeli forces have also used live fire and other excessive force during search and arrest operations in the West Bank. For example, during an arrest raid on Jenin refugee camp on 4 October, Israeli forces injured 55 Palestinians, 11 of them by live ammunition, OCHA reported, and also set a home on fire, severely damaging it.

The Palestine Red Crescent Society (PRCS) reported that its teams provided emergency medical services to a total of 1,298 Palestinians injured by Israeli forces throughout the occupied West Bank, including East Jerusalem, between 2 and 7 October. Of those treated, PRCS reported 75 were injured by live ammunition, 344 were hit by rubber-coated metal bullets and 20 were severely beaten, with the rest treated for tear gas. PRCS is not the only provider of emergency medical services in the West Bank and its statistics do not reflect a full casualty count. On 8 October, the Palestinian Ministry of Health reported that, since 1 October, 165 Palestinians injured by live ammunition and 375 injured by rubber-coated metal bullets had been treated in its hospitals, and an additional 150 Palestinians injured by live ammunition or rubber-coated metal bullets had been

treated at the Al Maqassed Hospital in Jerusalem. Covering a different time period, OCHA reported 794 Palestinians injured by Israeli forces across the occupied West Bank, including East Jerusalem, between 29 September and 5 October, with approximately 10% injured by live ammunition and 35% by rubber-coated metal bullets, a huge increase on the previous reporting period.

Amnesty International calls on the Israeli authorities to publicly disclose the current open-fire regulations for Israeli police and military forces, including those being applied in East Jerusalem. The Israeli authorities must urgently issue directives clarifying that Israeli army and police personnel can only use live fire, including .22 ammunition, when strictly unavoidable to protect against the imminent threat of death or serious injury, and that all use of force must be absolutely necessary, strictly proportionate to a legitimate aim, and in full compliance with international human rights standards. Given the high level of deaths and serious injuries caused by rubber-coated metal bullets, they must never be treated as less-lethal weapons appropriate as a means of crowd control. The Israeli authorities must conduct independent, impartial and prompt investigations into all incidents where Palestinians are killed or seriously injured by Israeli forces in the OPT, and where sufficient admissible evidence exists, prosecute those responsible according to fair trial standards.

Israeli attacks on ambulances and medics

PRCS reported 30 attacks or other violations, such as significant, arbitrary delays at checkpoints, by Israeli military or police forces or settlers against its ambulances and emergency medical teams between 2 and 7 October. These included Israeli forces firing live ammunition at two PRCS ambulances at Qalandia checkpoint on 4 October, at least two incidents when rubber-coated metal bullets or tear gas canisters were fired at ambulances, and incidents when ambulances transporting seriously wounded people were significantly delayed.

Ambulances and medics have special protection under international humanitarian law, which applies to the OPT, and direct attacks on ambulances or medics are unlawful. Under international humanitarian law, parties must not impede the provision of care by preventing the passage of medical personnel. They must facilitate access to the wounded and sick, and provide the necessary assistance and protection to medical personnel.

Demolition of homes, arbitrary restrictions on movement and collective punishment

Since 1 October, Israel has imposed additional arbitrary restrictions on Palestinian movement in the occupied West Bank, including East Jerusalem, and implemented other measures that amount to collective punishment, including punitive home demolitions and mass arrests.

On 4 October, the Israeli authorities banned all non-resident Palestinians, except for business owners and school students, from entering the Old City of Jerusalem for two days, and also banned men under 50 from praying at the Al-Aqsa mosque. The ban on access to the Old City did not apply to Israelis or tourists, and the authorities had repeatedly imposed restrictions on Palestinian access to the Al-Aqsa mosque compound in

recent weeks. The entrance to Issawiyya, in East Jerusalem, was also blocked by Israeli forces after the killing of Fadi Alloun, and numerous other access restrictions in different areas of East Jerusalem were reported. OCHA reported that Israeli forces also established over 120 temporary checkpoints in the West Bank through 5 October, forcing Palestinian vehicles in many areas to wait or take long detours.—

The right to freedom of movement is guaranteed by Article 12 of the International Covenant on Civil and Political Rights. In exceptional situations, limited restrictions may be imposed for legitimate security grounds. However, they must be provided by law, necessary, strictly proportionate and non-discriminatory. As the occupying power, Israel is also bound by the Fourth Geneva Convention, and is prohibited from imposing measures in the name of security—including restrictions on the movement of Palestinians in the OPT—that are arbitrary, discriminatory or amount to collective punishment.

Israeli forces have also resumed punitive home demolitions—the demolitions of the family homes of Palestinians responsible for attacks on Israelis, a practice sanctioned by Israel's Supreme Court—in a further escalation of collective punishment. On 6 October, Israeli forces destroyed two family homes in Jabal al-Mukabber and sealed another home in Abu-Tur, both neighbourhoods in East Jerusalem. According to the Israeli human rights organization B'Tselem, 13 people, including seven children, lost their homes as a result. The home of Nadia Abu al-Jamal, the widow of the attacker who killed four worshippers at a Jerusalem synagogue and wounded others before being killed by Israeli police on 18 November 2014, was destroyed in an explosion that also destroyed another apartment in the same building. The home of Muhammad Ja'abis, who killed an Israeli civilian by running him over with a bulldozer in August 2014 and was subsequently killed by Israeli police, was destroyed in an explosion that rendered the entire building uninhabitable and damaged neighbouring buildings. Israeli forces also sealed the family home of Mu'ataz Hijazi, who seriously injured a right-wing Israeli activist in October 2014. The demolitions and the sealing of the Hijazi family home were acts of collective punishment, prohibited under the Fourth Geneva Convention, which cannot be justified on any grounds.—

Prime Minister Benjamin Netanyahu has advocated further punitive home demolitions, and on 5 October instructed Minister of Justice Ayelet Shaked to find a way to shorten the legal process for this, raising fears that additional punitive demolitions will be carried out in the coming days or weeks.—

Israeli forces have also conducted mass arrests in the occupied West Bank, including East Jerusalem, since 1 October. OCHA reported that 166 Palestinians were arrested by Israeli forces through 5 October, while the Palestinian Prisoners' Society reported on 8 October that at least 320 people had been arrested since the beginning of the month, about half of them children under 18. In many cases, Israeli forces have used violence against those arrested, or arrested demonstrators or others who were already wounded.—

Settler violence against Palestinians

Since 1 October, there has been a huge increase in attacks by Israelis living in illegal settlements on Palestinian civilians and their property throughout the occupied West

Bank, and Israeli forces have completely failed to prevent such attacks or protect Palestinians.

Yesh Din, an Israeli human rights organization, reported on 5 October that it had received dozens of complaints of settler attacks, including settlers stoning Palestinian vehicles and homes, blocking roads to Palestinian villages, and at least one attempted arson attack. Yesh Din also reported that in several cases settler attacks took place in the presence of Israeli forces who did not intervene. Palestinian human rights organization Al Haq documented 29 incidents of settler violence against Palestinians between 28 September and 4 October, including stone throwing, beatings, burning crops, and gunfire. In some cases, settlers were explicit that the attacks were carried out to exact revenge. For example, on 2 October settlers torched a car in a Palestinian village near Ramallah, and spray painted "Revenge Henkin" in Hebrew on the wall of a house.

Israeli forces must protect Palestinian civilians and their property from settler attacks, and end the impunity for such attacks by addressing the systematic failures in investigating them.